

Politique extérieure



Sans neutralité, pas de Suisse.

L'UDC s'engage pour la préservation d'une Suisse indépendante et neutre. Les élites politiques doivent cesser de brader notre souveraineté et notre autodétermination. Dès lors, notre pays ne doit pas continuer à être intégré insidieusement dans des structures internationales telles que l'UE. Sur la base de la neutralité, l'UDC s'engage pour une politique crédible de bons offices, de médiation, de commerce d'égal à égal et d'aide humanitaire.



Laurence Piquerez
Avocate

“ La Suisse est bien meilleure que l'UE en termes de démocratie et de liberté ! N'abandonnons pas notre autodétermination à la légère et restons attachés à notre neutralité. Car ces deux éléments garantissent que nous puissions continuer à vivre dans la liberté, la prospérité et la sécurité ! ”

La neutralité est menacée

L'histoire le montre bien : ne s'étant pas mêlée des affaires des autres, la Suisse a été largement épargnée pendant la Deuxième Guerre mondiale, par exemple. La neutralité a traversé les siècles et fait partie intégrante de la politique de sécurité de notre pays. La neutralité est l'un des principaux piliers de la politique extérieure de la Suisse. Le succès de la politique de neutralité dépend de la perception qu'en ont les autres États. La neutralité doit être permanente, ancrée dans tous les domaines politiques et appuyée par une armée défensive crédible. L'UDC rejette catégoriquement toute autre interprétation, qu'il s'agisse de « neutralité active » ou de « neutralité coopérative ». Seuls les opportunistes sans compréhension historique et politique exigent une compréhension de la neutralité en fonction de la situation ! En outre, la Suisse ne peut fournir de bons offices crédibles à d'autres États que si elle ne perd pas sa réputation de pays neutre. L'UDC s'engage sans réserve pour la neutralité armée perpétuelle intégrale.

L'impartialité requiert du courage

Être neutre, ce n'est pas simple. On est souvent mis sous pression par les autres parties. La neutralité perpétuelle n'est pas seulement une neutralité juridique et militaire (droit de la neutralité), mais aussi une neutralité vécue (politique de neutralité) dans la politique extérieure. Cela signifie que le Conseil fédéral n'impose pas de sanctions propres à des États tiers et ne soutient pas une politique de sanctions unilatérales (diplomatiques, financières et économiques), pas même celles de l'UE ou

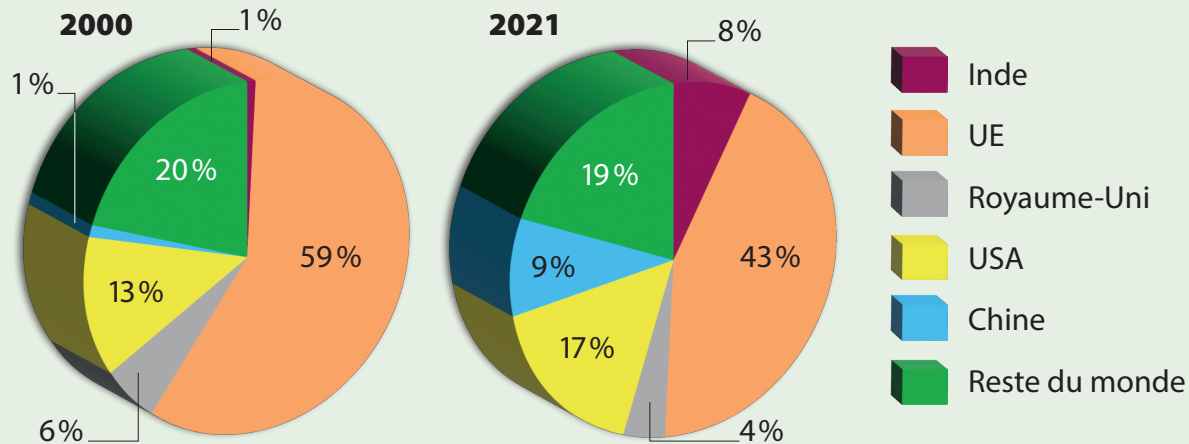
de l'OSCE. Les mesures visant à empêcher le contournement des mesures de coercition non militaires d'autres États sont toutefois réservées.

Une nation en paix ouverte aux échanges commerciaux

La Suisse doit intensifier ses efforts pour commercer d'égal à égal avec tous les États et organisations et ne pas se focaliser unilatéralement sur l'UE dans ce domaine. Cette politique de commerce extérieur universaliste implique une diversification consciente par le biais d'accords de libre-échange équilibrés avec le plus grand nombre possible d'États. Le commerce est la meilleure base pour des relations amicales et une paix durable. Les liens économiques sont également l'expression d'intérêts communs réciproques. Les relations politico-économiques se composent en premier lieu des partenaires commerciaux im-



Suisse – Commerce extérieur de marchandises



Source : OFDF – statistique du commerce extérieur

pliqués et ne nécessitent pas d'institutions politiques, d'organisations ou de tentatives de rattachement. Le droit interne doit primer le droit d'institutions internationales éloignées des citoyens. L'uniformisation est même contraire au libre-échange. La concurrence et la compétition mènent à plus de liberté, plus d'innovation, plus de choix et donc à une réussite commune.

Réussir sans être rattaché à l'UE

La déconnexion des citoyens et les déficits démocratiques de la bureaucratie bruxelloise font à juste titre l'objet de critiques

constantes. La Suisse fait mieux que l'UE en termes d'attractivité de la place économique, de prospérité, de système social, d'endettement et même de sentiment de bonheur des citoyens. Si la Suisse n'est pas membre de l'UE aujourd'hui, elle ne le doit pas aux élites complaisantes de la politique, de l'économie, de la société et des médias, mais uniquement au « cas particulier » (Sonderfall) qu'est la démocratie directe, au fait que la population ici, contrairement à tous les autres Etats, puisse dire non à l'adhésion à l'UE. Et c'est le mérite de l'UDC d'avoir lutté depuis plus de deux décennies aux côtés de la

population contre l'adhésion à l'UE et à l'EEE ainsi que contre l'accord-cadre. Il est intéressant de noter que, contrairement à toutes les prédictions et affirmations, la non-adhésion à l'EEE en 1992 n'a pas sonné le glas de la Suisse. Depuis les années 1990, la Suisse se porte mieux que jamais sur le plan économique, précisément en raison de son autonomie et de son indépendance. Il est donc étonnant que les relations avec l'UE soient aujourd'hui marquées par la vieille rengaine : « sans rattachement ou sans autres accords avec l'UE, nous sombrerons dans la pauvreté », claironnent l'administration et les fonctionnaires économiques. Même la discussion sur une éventuelle adhésion à l'UE ou à l'EEE est à nouveau activement menée dans certains cercles depuis l'échec de l'accord-cadre. Manifestement, ce mantra permanent du déclin de la Suisse sans rattachement à l'UE n'est qu'une pure invention pour faire peur. La Suisse a certes besoin de bonnes relations

économiques et de voisinage avec l'UE, mais nous ne sommes en aucun cas tributaires d'une intégration étatique qui nous conduirait uniquement à la servitude. Il convient de soutenir des relations bilatérales et des accords dans l'intérêt des deux parties, mais pas une politique d'intégration à l'UE qui aurait pour objectif final l'adhésion à cette dernière ou qui nous rendrait toujours plus dépendants et mis au pas, jusqu'à ce que nous y soyons insidieusement intégrés. Les citoyens n'ont aucune raison de s'adapter à un moins bon système, caractérisé par des bureaucrates idéologiques et déconnectés, un taux de chômage élevé chez les jeunes, une inflation et une pauvreté

Que signifie « soft law » ?

Le hard law (droit dur) décrit des conventions ou des lois juridiquement contraignantes. Le soft law (droit souple), en revanche, est une convention non contraignante sur laquelle on se met d'accord plus ou moins tacitement. Comme le droit souple ne crée pas d'obligations légales, il revêt au départ le caractère d'une recommandation. Les pays qui profitent le plus de ces recommandations (p. ex. dans le domaine fiscal) encouragent leur création. Des organisations internationales de plus en plus influentes ou leurs bureaucrates distingués profitent ensuite du droit souple en créant par la petite porte des normes à caractère obligatoire. Ils sont aidés en ce sens par le droit coutumier, qui crée des obligations juridiques pour la Suisse sans droit de codécision du Parlement et du peuple.



importantes, l'éloignement des citoyens, la bureaucratie et le centralisme.

Le droit étranger est priorisé

Aujourd'hui, le droit international est considéré comme plus important que le droit adopté par le Parlement et le peuple de la Suisse, ce qui se traduit par une non-mise en œuvre ou une mauvaise mise en œuvre d'un nombre croissant d'initiatives populaires. Ce droit étranger, souvent intitulé de manière trompeuse « droit international », n'a cependant que peu ou pas du tout de légitimité démocratique. La référence aux droits de l'homme est également trompeuse.

Le débat actuel sur les droits de l'homme n'a plus rien à voir avec le concept d'origine et n'est qu'une interprétation tentaculaire de la Charte originelle des Nations unies par la Cour européenne de justice. Les tribunaux s'immiscent de plus en plus et de manière toujours plus évidente dans les affaires des États au mépris des constitutions respectives et de la souveraineté. L'acquis politique de la séparation des pouvoirs se perd. Avec le droit souple, dit *soft law*, les bureaucrates des organisations internationales définissent des directives d'action « non contraignantes » pour les États membres, mais on attend ensuite de ces États qu'ils suivent d'eux-mêmes ces directives d'action dans leur législation. On fait croire à la population qu'il s'agit d'un processus législatif libre, volontaire et transparent. Les fonctionnaires de gauche tentent d'introduire le droit souple par la petite porte, du fait que le Parlement ne



peut guère exercer d'influence sur ces questions, comme cela a été et est le cas par exemple avec le pacte sur les migrations, le traité sur la pandémie et les objectifs climatiques de Paris. L'UDC demande donc que la transparence soit instaurée dans le domaine du droit souple et que des référendums obligatoires soient organisés pour l'adoption de ce dernier.

L'autodétermination est menacée

L'autodétermination signifie « non à toute intégration institutionnelle dans l'UE » et donc non à la reprise imposée du droit étranger et aux juges étrangers. Une attaque dangereuse contre la souveraineté suisse a été repoussée avec la fin de l'accord-ca-

dre. Mais la souveraineté de la Suisse reste menacée : les milieux de gauche exigent un renforcement des liens avec l'UE, on parle d'un nouvel accord-cadre, d'un nouveau type de partenariat, d'une adhésion à l'EEE ou carrément, du côté des Verts et des Vert'libéraux, d'une adhésion. L'UDC s'oppose à toute reprise du droit européen qui se ferait de manière « dynamique », c'est-à-dire automatiquement, sans la participation du peuple. Tout rattachement institutionnel de la Suisse à l'UE ferait inévitablement de la Suisse un État vassal subordonné à l'UE. La liberté et l'autodétermination de notre pays ne seraient alors plus qu'une note marginale dans les livres d'histoire.

Limiter l'aide au développement

L'engagement de la Croix-Rouge, l'action humanitaire de la Suisse et la Genève internationale font partie de notre réputation positive au niveau mondial et soutiennent l'attitude impartiale et ouverte à tous de la Suisse. Si l'engagement humanitaire doit être maintenu, il faut faire le ménage dans l'aide au développement. Rien qu'en 2021, quelque 2.8 milliards de francs ont été consacrés à la coopération internationale, malgré le dérapage des finances publiques dû aux paquets d'aides dans la crise Covid-19. Les coûteux projets d'aide publique des dernières décennies n'ont pas atteint leur objectif : les flux migratoires du Sud vers le Nord se poursuivent, les guerres civiles menacent dans le Sud et les inégalités économiques dans le monde augmentent. Souvent, les fonds publics ne sont pas seulement gaspillés, mais des régimes et des clans dictatoriaux et corrompus sont indirectement maintenus au pouvoir en partie grâce à eux.

Cela témoigne d'un important besoin d'agir. L'UDC exige une réorientation conséquente de l'aide au développement. Elle doit être couplée à la reprise des demandeurs d'asile déboutés. De plus, les coûts dans le domaine de l'asile doivent être intégralement imputés au budget de l'aide au développement. L'argent des contribuables ne doit pas être distribué aux pays en développement selon le principe de l'arrosoir. Les dépenses en la matière d'aide au développement doivent être strictement limitées au niveau de 2004 et les projets soutenus doivent faire l'objet d'une évaluation régulière et indépendante de leur utilité sur place. Les projets qui n'atteignent pas leurs objectifs ou qui n'ont pas défini d'objectifs du tout doivent être immédiatement interrompus.



Points de vue

L'UDC ...

- exige comme objectifs suprêmes de notre politique étrangère la garantie de la liberté, de l'autodétermination, des droits populaires, de l'autonomie et de la neutralité de la Suisse ;
- exige que la Suisse s'efforce d'entretenir de bonnes relations avec tous les pays, dans l'intérêt de la population suisse ;
- exige que le Conseil fédéral soumette au Parlement un arrêté fédéral ordinaire susceptible de faire l'objet d'un référendum plutôt que d'approuver le Pacte sur les migrations et d'autres instruments et traités internationaux par la petite porte du droit souple ;
- exige que la Suisse, en tant que petit État, cultive les résultats éprouvés des bons offices par la diplomatie, le CICR et le Corps d'aide humanitaire au lieu de se lancer sur la scène des grandes puissances ;
- exige que la Suisse fasse preuve d'une retenue absolue en cas de crise internationale et qu'elle offre plutôt ses bons offices ;
- exige que la Suisse défende les intérêts d'une Suisse neutre et indépendante dans ses affiliations (par ex. ONU, OCDE, etc.) ;
- soutient l'initiative sur la neutralité, qui vise à inscrire dans la Constitution la neutralité perpétuelle et armée de la Suisse ;
- combat tous les efforts visant à faire entrer la Suisse dans l'UE par la petite porte ;
- s'engage pour la poursuite de la voie bilatérale avec l'UE sur un pied d'égalité ;
- s'oppose à des contributions récurrentes à la cohésion de l'UE sans contrepartie équivalente ;
- est favorable à une forte réduction et à une limitation dans le temps des dépenses de l'État en termes d'aide au développement ainsi qu'à

un transfert des fonds libérés en faveur de la population suisse ;

- exige que l'aide au développement soit liée à la reprise des demandeurs d'asile déboutés et que les dépenses d'asile soient intégralement imputées au budget de l'aide au développement ;
- aspire, en tenant compte des intérêts agricoles, à des relations avec tous les États du monde sur la base d'accords de libre-échange au lieu de se focaliser sur la seule UE.

+ Avantages

Cela m'apporte :

- ✓ liberté, sécurité, stabilité, prospérité, autodétermination et paix ;
- ✓ pas d'adhésion à l'UE et donc pas de soumission à un droit et à des juges étrangers ;
- ✓ une excellente réputation en matière de sécurité juridique et une place économique stable ;
- ✓ la certitude, en tant que citoyen, de pouvoir déterminer moi-même, à l'avenir également, les règles qui doivent être appliquées en Suisse ;
- ✓ en tant que citoyen, un gouvernement qui s'occupe de nous, les Suisses, au lieu de chercher une gloire de fortune sur la scène internationale ;
- ✓ en tant qu'entrepreneur, une meilleure représentation des intérêts à l'étranger, de meilleures relations grâce aux accords de libre-échange et une réduction de la bureaucratie ;
- ✓ en tant que citoyen suisse, une plus grande sécurité à l'étranger, car la Suisse intervient dans les conflits mondiaux en tant que médiateur et non en tant que belligérant.